

Beauvais, le 23 novembre 2022

L'Inspectrice d'académie,  
Directrice Académique des Services de  
l'Éducation Nationale de l'Oise

à

Mesdames et Messieurs les inspecteurs de  
l'Éducation nationale  
(pour attribution)

Mesdames et Messieurs les chefs d'établissements  
comportant une SEGPA  
(pour attribution)

Mesdames et Messieurs les directeurs  
d'établissements spécialisés  
(pour attribution)

Mesdames et Messieurs les directeurs d'école  
(pour attribution)

**Division de la Gestion des Personnels  
Dossier suivi par :**

Thomas BONNIN  
Tel : 03. 44. 06. 45. 39

Delphine CLERY  
Tel : 03. 44. 06. 45. 49

Marjorie MORIN  
Tel : 03. 60. 36. 40. 56

Mél : [ce.dgp1collective@ac-amiens.fr](mailto:ce.dgp1collective@ac-amiens.fr)

**DSDEN de l'Oise**  
22, avenue Victor Hugo  
60025 Beauvais Cedex

**Objet :** Congé de formation professionnelle au titre de l'année scolaire 2023-2024

**Réf. :** Décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'État.  
Décret n°2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'État et de ses établissements publics

La présente circulaire a pour objectif de vous informer des conditions d'obtention d'un congé de formation professionnelle et des modalités de candidature au titre de l'année scolaire 2023-2024.

## **I - Conditions**

- Sont concernés par les dispositions de cette circulaire les personnels titulaires et non titulaires **en position d'activité**, à l'exclusion des stagiaires. Les enseignants placés dans une autre position (disponibilité, détachement, congé parental), ou bénéficiant d'un congé longue maladie ou longue durée peuvent également solliciter un tel dispositif. Ils devront toutefois demander leur réintégration à compter de la rentrée scolaire 2023. Si cette condition n'est pas respectée, le congé de formation sera refusé ou annulé (s'il a été préalablement accordé).
- Les personnels titulaires doivent justifier d'au moins trois années de services effectifs, consécutifs ou non dans l'administration. Les périodes effectuées à temps partiel sont prises en compte au prorata de leur durée.
- Les personnels non titulaires doivent également justifier de ces trois années de services effectifs au titre de contrats de droit public, dont douze mois, consécutifs ou non, dans l'administration au titre de laquelle est demandé le congé de formation professionnelle.
- Un fonctionnaire, ayant bénéficié d'une autorisation d'absence pour participer à une action de formation pour la préparation aux concours et examens, ne peut obtenir un congé de formation professionnelle dans les 12 mois qui suivent la fin de l'action pour laquelle l'autorisation lui a été accordée.

## **II - Durée du congé**

Le congé de formation professionnelle ne peut excéder trois années pour l'ensemble de la carrière ; seuls les 12 premiers mois donnent lieu au versement d'une indemnité mensuelle forfaitaire. Ce congé peut être utilisé en une

seule fois ou réparti au long de la carrière en stages qui peuvent être fractionnés en semaines, journées ou demi-journées.

### **III - Situation des personnels en congé de formation professionnelle**

Le congé de formation professionnelle ouvre les droits afférents à la position d'activité :

- Maintien de l'avancement de grade et d'échelon ainsi que des cotisations pour la retraite et la sécurité sociale
- Réintégration de plein droit dans l'administration d'origine à l'issue du congé

Pendant les 12 premiers mois du congé, l'intéressé perçoit une indemnité mensuelle forfaitaire égale à 85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence perçus au moment de la mise en congé. Le montant de cette indemnité ne peut toutefois excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 d'un agent qui exerce ses fonctions à Paris.

L'enseignant doit se renseigner auprès de l'organisme de formation afin d'en évaluer le coût et de prendre connaissance des dispositions réglementaires en vigueur, et plus particulièrement des conséquences financières qui découlent de l'octroi de ce congé.

**IMPORTANT : Les frais d'inscription, les frais de formation ainsi que les frais de transport sont à la charge de l'enseignant.**

### **IV - Obligation au cours et à l'issue du congé**

A la fin de chaque mois, les intéressés doivent remettre au bureau DGP1, par mail ([ce.dgp1collective@ac-amiens.fr](mailto:ce.dgp1collective@ac-amiens.fr)), une attestation prouvant leur présence effective en formation au cours du mois écoulé.

En cas de constat d'absence sans motif valable, il est mis fin au congé de l'agent ; celui-ci doit alors rembourser les indemnités perçues.

A l'issue de leur formation, les fonctionnaires doivent s'engager à rester au service de l'État pendant une durée égale au triple de celle pendant laquelle ils auront perçu l'indemnité mensuelle forfaitaire. Par "service de l'État", il faut entendre les services accomplis en activité ou en détachement auprès d'une administration de l'État ou d'un service extérieur en dépendant ou auprès d'un établissement public de l'État. En cas de rupture de cet engagement, l'agent devra rembourser les indemnités perçues.

### **V - Dépôt des candidatures**

Les demandes doivent être présentées sur l'imprimé du modèle joint.

**Toute demande de congé de formation professionnelle sera accompagnée d'une lettre de motivation, exposant de façon détaillée le projet individuel de formation (objectifs poursuivis, durée, identité de l'organisme de formation...).**

Elles devront parvenir dans mes services (Division Gestion des Personnels – DGP1), par la voie hiérarchique, pour **le vendredi 17 mars 2023** au plus tard.

Pour l'Inspectrice d'académie – DASEN et par  
subdélégation,  
le Directeur académique adjoint des services  
de l'Education nationale

SIGNE

Samuel ROUZET

**A- Informations sur le demandeur**

---

Je soussigné(e),

NOM – Prénom : .....

Date de naissance : .....

Adresse personnelle : .....

Adresse mail : .....

Téléphone : .....

Grade : .....

Fonctions actuelles : .....

Etablissement d'affectation : .....

Circonscription : .....

Exercez-vous :  A temps complet  A temps partiel

Autre (disponibilité, détachement, congé parental, CLM/CLD) : .....

Demande l'octroi d'un congé de formation professionnelle prévu par le décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007, au titre de l'année scolaire 2023-2024.

**Je joins à ce formulaire une lettre de motivation détaillée, indiquant de façon précise mon projet individuel de formation (objectifs poursuivis, durée, identité de l'organisme de formation...).**

**B- Formation demandée**

---

Nature de la formation : .....

Organisme responsable de la formation : .....

Durée :  Temps plein (100% en congé de formation – indiquer la période sollicitée) :  
du ..... au .....

Fractionné (en semaines, journées ou demi-journées) : indiquer ci-dessous les périodes de formations demandées

.....  
.....  
.....  
.....

**IMPORTANT : Si je sollicite un congé fractionné, je m'engage à reprendre mon poste entre deux périodes de formations. Dans le cas contraire, je m'expose au remboursement des indemnités perçues.**

Avez-vous déjà présenté une demande de congé de formation au cours des années précédentes ?

Non

Oui

Si oui, formations demandées et années :

.....  
.....

Année du CFP si obtenu : .....

### C – Demandes parallèles pour 2023-2024

Changement de département

Poste adapté (PACD/PALD)

Disponibilité

Détachement

Autre (allègement de service, CLM/CLD...) : .....

ou

Aucune

#### ENGAGEMENT

Dans l'hypothèse où ma demande serait agréée, j'ai bien noté que je m'engage à rester au service de la fonction publique à l'issue de ma formation. Cela, pendant une période égale au triple de celle couverte au titre de l'indemnité mensuelle forfaitaire. Je m'engage à rembourser le cas échéant le montant de cette indemnité en cas de non-respect de cet engagement.

Je m'engage à fournir à la fin de chaque mois **une attestation prouvant mon assiduité à la formation**, quel que soit le mode d'enseignement suivi (présentiel ou à distance).

Je m'engage en outre, **en cas d'interruption non motivée de ma formation, à rembourser** toutes les sommes perçues au titre de la formation depuis le jour de ladite interruption.

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions du décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007, notamment les articles 24 à 30.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Avis de l'Inspecteur de l'Éducation nationale, date et signature

N.B. : En cas d'avis défavorable, merci d'envoyer un mail justifiant vos motivations à [ce.dgp60-adj1@ac-amiens.fr](mailto:ce.dgp60-adj1@ac-amiens.fr)